

Unité départementale des Bouches du Rhône
Pôle d'activités Aix-en—Provence
30 rue Albert Einstein
Bâtiment G - CS 90448
13592 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3

Marseille, le 20/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)

rue Antoine Becquerel
CS 17216

D/SPR/GP/N°1017/2023

11100 Narbonne

Code AIOT : 0006400578 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD) implanté JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV MEDITERRANEE JDR (ex. SITA SUD)
- JAS DE RHODES 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006400578
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Le site comporte une installation de stockage de déchets non dangereux de capacité autorisée de 175 000 t/an jusqu'au 31 décembre 2024, puis de 100 000 t/an à partir du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2029 ainsi qu'un centre de tri de collecte sélective (papiers, journaux, plastiques, aluminiums, verres, cartons).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions de prévention et de défense incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Confinement	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Centre de tri organisation des stocks	Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.4	/	Sans objet
5	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.6.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le centre de tri a fait l'objet d'un porté à connaissance en date du 03/01/2022 complété le 25/03/2022 et déposé en préfecture le 04/04/2022, relatif aux modifications des conditions d'exploitation du stockage et du centre de tri (réorganisation des entreposages et impacts sur les moyens de prévention et d'intervention relatif au risque incendie). Au regard des non conformités constatées, une mise en demeure est proposée au titre de l'article L.171-8 du code de l'environnement afin de satisfaire au plus vite les conditions d'exploitation autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle régalién
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Constats : Pour l'activité de stockage des déchets non dangereux, la société APAVE a contrôlé les équipements électriques le 02 mai 2023. Aucune non-conformité majeure n'est notifiée, néanmoins il est annoté des préconisations récurrentes datant du dernier contrôle. Il est attendu que l'exploitant prenne en compte ces préconisations.</p> <p>Pour le centre de tri, la société Bureau Véritas a contrôlé les installations électriques, du 24 au 26 avril 2022. Elle conclue que les installations électriques ne présentent pas de défauts pouvant entraîner un risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Le dernier contrôle électrique du centre de tri date de plus d'une année, néanmoins un nouveau contrôle a été réalisé le 08 juin 2023. Le rapport de contrôle sera à transmettre à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Détection et incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Les installations disposent d'un réseau de détection incendie approprié et adapté à chaque zone ou risque: • la zone en cours d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux est équipée d'un système de détection infrarouge ; • Le bâtiment de tri est entièrement équipé d'un système de détection de fumée ; détection de flamme sur certains moteurs du process et la zone de stockage des balles de déchets ; le déclenchement des rideaux d'eau sur les ouvertures dans les murs coupe-feu est asservi à cette détection de fumée ; la presse à balle est équipée d'un système de détection de fumée. • La plateforme de valorisation du biogaz est équipée d'un système de détection de gaz.</p> <p>Constats : Pour l'installation de stockage des déchets présence d'un système de détection par deux caméras à infrarouge, reliées au système d'alarme du site et détectant les radiations IR relatives à différents pics d'émission:</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ CO2 produit de la combustion des substances carbonées ; ➤ sources hautes températures ; ➤ sources tournantes ou modulées <p>Ce système est vérifié annuellement par l'installateur (contrat de maintenance avec Procelec Detection). Dernier contrôle en date du 08 juin 2023.</p> <p>Chaque semaine contrôle interne de fonctionnalité par exploitant des motopompes.</p> <p>Les systèmes de détections d'incendie (fumées, flammes) du bâtiment de tri et de gaz de la plateforme de valorisation des biogaz sont contrôlés chaque année. Dernière vérification en date du 16 mai 2023 par la société DEF.</p> <p>L'exploitant déclare mener des contrôles annuels: il doit donc justifier que ce contrôle suffit au vu de la prescription mentionnant une fréquence semestrielle des vérifications de maintenance et des tests. Il pourra alors solliciter révision de cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.</p>
<p>Constats : Bureau Veritas, organisme certifié F2C, a procédé le 03/03/2023 à une vérification des installations de protection foudre. Ces vérifications ont fait apparaître des défauts et anomalies et certains des dispositifs de protection (torchères, tableau éclairage extérieur, TD bureaux étage et Pont bascule) n'ont pu être vérifiés.</p> <p>L'APAVE, organisme certifié F2C, a réalisé le 05/06/2023, un contrôle visuel des équipements du site qui porte uniquement sur les protections contre les effets indirects (parafoudres) du TGBT du site, des bureaux, du bâtiment bascule et de la torchère BG2000.</p> <p>Les protections existantes sur les bâtiments et structures du centre de tri ne sont donc pas vérifiées (par exemple le paratonnerre à dispositif d'amorçage PDA).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle régulier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : Type de matériel / Fréquence minimale de contrôle : Extincteur / Annuelle Robinets d'incendie armés (RIA) / Annuelle Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) et rideau d'eau / Semestrielle Installation de détection incendie / Semestrielle Installations de désenfumage / Annuelle Portes coupe-feu / Annuelle Bâche incendie / Annuelle Poteaux incendie / Annuelle Réserve fixe incendie du bâtiment de tri / Annuelle Pompe associée à la réserve fixe incendie du bâtiment de tri / Annuelle
Constats : L'exploitant utilise un logiciel "Synergie" permettant de gérer la planification des intervenants extérieurs pour les contrôles des matériels de prévention et défense incendie. Les 28/02/2023 et 22/03/2023 contrôle par Eurofeu des portes coupe feu et des Robinets Incendie Armés et extincteurs. L'exploitant met aussi en œuvre une procédure interne (check list de tous les outils pour la prévention et la défense incendie). Biannuellement au minimum, en mai et novembre, cette check list est passée en revue par le management du site pour vérifier l'existence ou la remise en place des dispositions minimales permettant de réduire le risque incendie. Le procès verbal du contrôle du 28/02/2023 par Eurofeu des portes coupe feu du centre de tri indique que plusieurs d'entre elles sont en mauvais état de fonctionnement et en mauvais état au niveau de la structure. L'exploitant n'a pas pu produire à l'inspection une preuve des réparations et d'un nouveau contrôle satisfaisant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau d'au minimum 3600 m³, répartie entre 1600 m³ pour le bassin ERI Sud, 1000 m³ dans une bâche souple placée à proximité du bassin ERI Sud et 1000 m³ dans une bâche souple placée au nord. Les bâches souples respectent la norme NF S26-250 de novembre 2017 ; • 10 poteaux incendie aux endroits stratégiques du site <p>-7 hydrants alimentés par le réseau public conformes aux normes NFS 61 213 et NFS 62 200, avec un débit minimum de 60 m³/h sous un bar de pression pendant au moins deux heures dont : 3 poteaux incendie existants au nord et à l'est du site (PI806, PI807, PI808), 4 poteaux incendie autour du bâtiment de tri</p> <p>-3 hydrants alimentés par une réserve autonome, à disposer à proximité de la zone d'extension du bâtiment de tri ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des poteaux incendie autonomes équipent les réserves d'eau d'extinction (bassin ERI sud et bâches souples) • une citerne de 30 m³ proche de la zone d'implantation du bassin ERI Nord-Est et accessible par la voirie périphérique du site, équipée d'une pompe vide-cave alimentée par un groupe électrogène avec une panoplie de flexibles et lances incendie ; • présence d'extincteurs en nombre et de nature suffisants placés aux endroits stratégiques (poste d'accueil et de contrôle, bâtiment Tri, bureaux administratifs et locaux sociaux, atelier, ISDND, torchère, plateforme de valorisation énergétique, ...) ; • des RIA (Robinet Incendie Armé) à l'intérieur du bâtiment de tri et au niveau des auvents de stockage de balles ; • un système d'alarme à déclenchement automatique sur la plateforme de traitement et de valorisation du biogaz, avec alerte du technicien en charge de son exploitation. <p>L'ensemble de ces équipements et matériels est strictement réservé à la lutte contre l'incendie. Le dispositif de lutte contre l'incendie pourra être complété en tant que de besoin à la demande de la Direction Départementale des Services incendie et secours.</p> <p>Une zone de 50 m est tenue débroussaillée aux abords extérieurs de la clôture du site, en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière. Tout autour du casier en cours d'exploitation, une bande de 50 m est entièrement débroussaillée et maintenue en l'état en permanence. En cas de terrain non horizontal, cette distance sera portée à 75 m. En outre, l'exploitant réalisera un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, situées sous les vents dominants et en prolongement de l'alvéole en cours d'exploitation habituelle</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie. Notamment il dispose de 8 poteaux incendies sur l'ensemble du site : 5 pour le centre de tri et 3 pour l'installation de stockage des déchets. Cependant, il doit justifier que les 8 poteaux ont la même efficacité que les 10 poteaux mentionnés dans son autorisation.</p> <p>Les 8 poteaux ont été contrôlés par la société SAUR au mois de juin 2023. Le poteau référencé N° 8 ou 108 selon l'AP, à proximité de l'ISDND, dispose d'un débit légèrement insuffisant de 57 m³/h. Il a été changé l'année dernière mais le débit est toujours insuffisant. L'exploitant procède à des investigations pour remédier à ce fait et transmet les justificatifs attestant de la conformité du débit sous 3 mois.</p> <p>Le SDIS est par ailleurs intervenu sur site le 12/05/2023 en visite préalable pour la définition des travaux de débroussaillage notamment en matérialisant les 50m aux abords extérieurs de la clôture du site à maintenir débroussaillés. Une visite d'inspection de contrôle par le SDIS a été réalisé le 13 juin 2023, qui n'a émis aucune observation. Si des constats de repousse excessifs devaient être constatés durant la période estivale, Suez s'engage à reprendre le débroussaillage des zones jugées nécessaires, conformément aux prescriptions.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.6.6
Thème(s) : Risques chroniques, formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Le personnel intervenant est sensibilisé sur les risques inhérents à l'installation au travers des formations de manipulation des extincteurs, des points de sensibilisation hebdomadaires et des visites managériales de sécurité chaque mois. Dernier exercice incendie réalisé au mois de décembre 2022. Au mois de Juin 2023 l'installateur des sprinklers du centre de tri a entrepris une formation des opérateurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>1. Plateforme DAENDV</p> <p>En cas d'incendie sur la plateforme DAENDV, les eaux d'extinction d'incendie sont entièrement confinées sur la plateforme, grâce à la présence d'une vanne permettant de couper le réseau d'évacuation des eaux pluviales et de pentes et bordures périphériques autour de la partie aval de la plateforme, formant une capacité de rétention de 140 m³.</p> <p>2. Bâtiment de tri, Article 14 AP du 26/03/2023 – Confinement</p> <p>Le présent article annule et remplace les dispositions aux 2° de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2019</p> <p>Le centre de tri est utilisé comme zone de rétention, pour une capacité de 340 m³. De plus, un dos d'âne est installé à l'entrée du centre de tri pour contenir les eaux d'extinction extérieures pour un volume de 846 m³, réparti sur une surface de 12 560 m²</p> <p>Constats : Pour le centre de tri, le dos d'âne n'a pas été réalisé, comme prescrit, à l'entrée du centre de tri pour contenir les eaux d'extinction extérieures pour un volume de 846 m³ réparti sur une surface de 12 560 m².</p> <p>Pour rappel, pour l'installation de stockage des déchets, les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre sont récupérées soit par l'étanchéité active du casier au sein des lixivats soit par les écoulements externes au casier dans le bassin des eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Centre de tri organisation des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 15					
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités stockées conformité					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Organisation des stocks du centre de tri					
Nature des déchets / Mode de stockage		Lieu de stockage	Hauteur de stockage (m)	Surface de stockage (m²)	Volume de stockage (m³)
Plastique, Carton, Aluminium	Stockage en balles	Centre de tri, sous auvent	4,8	518	2487
Plastique	Stockage en balles	Centre de tri, à l'extérieur du bâtiment « Ancienne zone de verre »	3,6	50 m x 6 m soit 300	1080
Plastique, Papier, Carton	Stockage en balles	Centre de tri, à l'extérieur du bâtiment « Zone Pic de charge »	3,6	20 m x 5 m soit 100	360
Journaux, Revues, Magazines (JRM)	Stockage en vrac	Centre de tri, à l'intérieur du bâtiment	4	170	680
Déchets issus de la Collecte sélective	Stockage en vrac	Centre de tri, à l'intérieur du bâtiment	5	150	750
Refus de tri	Stockage en vrac	Centre de tri, à l'intérieur du bâtiment	4	100	400
Verre	Stockage en vrac	Plateforme de valorisation	3	40	120
<p>Constats : La plupart des stockages ont été modifiés conformément aux nouvelles prescriptions issues du porté à connaissance du 03 janvier 2022, complété le 25 mars 2022 et déposé le 04 avril 2022.</p> <p>On observe à l'extérieur du bâtiment que l'ancienne zone de stockage des verres est toujours en place et utilisée. Cette zone doit être utilisée conformément aux nouvelles prescriptions uniquement pour le stockage de balles pour les plastiques (photos balles mélangées avec bouteilles en verres)</p>					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription					
Proposition de délais : 2 mois					

N° 9 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2023, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Modification centre de tri
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p>Les moyens suivants de prévention et d'intervention sont mis en place avant la mise en service des installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les voies d'accès devront répondre aux caractéristiques d'une voie engin ; <ul style="list-style-type: none"> ◦ largeur utilisable : 3 m, ◦ force portante calculée pour un véhicule de 160 kNewtons, ◦ hauteur libre : 3,5 m, ◦ pente < à 15 % ; • la voie engin à l'Est du bâtiment est située à une distance supérieure à 1,5 fois la hauteur du bâtiment de tri ; • l'ensemble des organes de coupures devront être identifiés et visibles des secours ; • les abords du centre de tri devront être maintenus en permanence débroussaillés sur une profondeur de 100 m ; • Les stocks sont disposés en bordure de voie interne. Chaque zone de stockage peut être défendue par au moins 2 points opposés sans que les véhicules d'intervention soient exposés au flux de 5 kW/m² ; • la mise en place d'une détection des alvéoles de stockages (stockage amont et JRM) par des détecteurs triples IR (protection de 8 alvéoles) ; • des moyens de protection : ◦ protection par sprinkler de l'ensemble du stockage amont ; ◦ protection par déluge d'eau de l'alvéole de stockage JRM ; ◦ protection par déluge d'eau au niveau de la cloison EI 120 pour le passage du convoyeur ; ◦ une protection par une installation d'extinction automatique à gaz des locaux électriques ; ◦ le raccordement du réseau RIA à la réserve sprinkler ; • le compartimentage du bâtiment du centre de tri : ◦ les éléments de la charpente métallique du stockage amont du bâtiment de tri ont été floqués afin de leur assurer une résistance au feu R120 ; ◦ aucune communication entre les halls du bâtiment de tri n'est présente dans la zone floquée ; ◦ une cloison EI120 entre le stockage et le process ; ◦ une bande incombustible de 5 m au plafond au droit de la cloison coupe-feu ; • la mise en place de système de désenfumage : ◦ la mise en place d'un écran de cantonnement dans le hall stockage (Surface > à 2 000 m²) ; ◦ la mise en place de dispositif d'évacuation naturelle des fumées pour atteindre 2 % de surface utile d'évacuation ; ◦ un mode de déclenchement automatique à 93 °C et manuel par système pneumatique CO2. La vérification périodique des moyens de prévention et d'intervention en cas d'incendie inclut la surveillance de l'état du flocage apposé en toiture du bâtiment de tri. Cette surveillance fera l'objet d'un report dans le registre de sécurité.
<p>Constats : L'exploitant a porté à la connaissance de l'inspecteur l'attestation justifiant de la résistance thermique de la cloison EI120 entre le stockage et le process. On observe la présence de la bande incombustible de 5 m au plafond au droit de la cloison coupe-feu.</p> <p>Les éléments de la charpente métallique du stockage amont du bâtiment de tri ont été floqués afin de leur assurer une résistance au feu R120. L'exploitant a porté à la connaissance de l'inspecteur l'attestation justifiant de la mise en place du dispositif d'évacuation naturelle des fumées pour atteindre 2 % de surface utile d'évacuation. Surface de désenfumage 96,5 m² pour une surface totale du bâtiment de 4490 m².</p> <p>Il est cependant constaté que le stockage de l'alvéole JRM n'est pas protégée par un déluge d'eau et que la détection triple IR des 8 alvéoles de stockages (stockage amont et JRM) n'a pas été mis en place.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Photo stockage des verres avec mélange de balles plastiques :

